

Plus de 8 jours après la tenue des élections nationales en République Démocratique du Congo, les résultats de ce scrutin historique se font toujours attendre.

Alors que les résultats devaient être annoncés ce dimanche 6 janvier, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a finalement annoncé qu'elle n'était pas prête et que la publication serait reportée, sans toutefois indiquer de nouvelle date butoir. Ce retard, conjugué aux coupures récentes d'internet et à l'éclosion de vives polémiques sur la proclamation des résultats laissent présager de possibles nouvelles difficultés.

La Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO) a mis en place, à travers son organe technique Justice et Paix Congo, une mission d'observation électorale, dont le but est de promouvoir et favoriser un processus électoral transparent et crédible. C'est ainsi que plus de 40 000 observateurs ont été déployés sur l'ensemble de pays. L'Église a présenté son rapport préliminaire qui porte essentiellement sur le déroulement du processus et annoncé qu'elle avait compilé ses résultats et attendait la proclamation de ces derniers par la CENI. Elle a également salué «la détermination des électeurs qui se sont massivement mobilisés pour accomplir leur devoir civique » et appelle au respect du choix exprimé par les citoyens.

Alors que l'Union Africaine et les États-Unis se sont exprimés en faveur du respect du choix des électeurs, l'Union Européenne et la plus part de ses États membres restent pour l'heure silencieux.

La Belgique, qui fait son entrée au Conseil de Sécurité des Nations-Unies en ce début d'année 2019, doit prendre ses responsabilités et appuyer le processus électoral en RD Congo auprès des autres membres du Conseil lors de la réunion qui se tiendra demain, le mardi 8 janvier, au siège de l'organisation à New York.

Il est essentiel que les membres du Conseil, avec notamment le soutien de la Chine et la Russie, délivrent un message clair et unanime à l'égard de la CENI et des autorités de la RD Congo.

« Le choix des électeurs, exprimés par les urnes, doit être respecté. Il en va de la crédibilité du processus électoral ainsi que, par ricochet, de celle du prochain dirigeant du pays. En cas de manquement à cette exigence, de graves risques de conflits seraient à déplorer dans le pays » explique Clara Debeve, responsable Afrique Centrale chez Justice et Paix.

Le 30 décembre dernier se sont tenues en RD Congo les élections présidentielles, législatives et provinciales, attendues depuis plus de deux années déjà. Ces dernières auront suscité de vives controverses jusqu'à la veille du scrutin (le 22 décembre) ou un nouveau

report avait finalement été annoncé. Ces élections se sont déroulées dans un contexte particulier caractérisé par l'insécurité, des innovations apportées à la loi électorale, un fichier électoral contesté, un climat politique crispé et l'introduction d'une nouvelle technologie de vote.





Documents joints

[communiqué de presse - élections rd congo - justice et paix.pdf](#)